ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE CASTRES-GOURJADE

STATUTS

TABLE DES MATIERES

1 – DENOMINATION – OBJET – SIEGE - DUREE.....	page 2
2 – QUALITE ET CATEGORIE DES MEMBRES.....	page 3
3 – ADMISSION – DEMISSION – DISCIPLINE.....	page 3
4 – ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION.....	page 4
5 – ASSEMBLEES GENERALES.....	page 7
6 – MODIFICATION DES STATUTS – LIQUIDATION.....	page 8
7 – RESSOURCES	page 9
8 - REGLEMENT INTERIEUR.....	page 9

PREAMBULE :

Le parcours du **GOLF de GOURJADE** créé par la ville de CASTRES s'étend sur un ensemble foncier dont elle est propriétaire et l'exploitation de ce parcours a été confiée par la ville à la Régie autonome du Golf de Castres-Gourjade.

En conséquence, l'association n'assume aucune responsabilité de gestion, d'entretien, de maintenance, de renouvellement de matériel et de création ou d'extension de cet équipement.

Par convention séparée la régie et l'association ont défini les règles d'utilisation du parcours, la nature et les caractéristiques des services, des missions et obligations mutuelles.

L'association veille au respect des règles déontologiques du sport définies par le Comité National Olympique du Sport Français (C.N.O.S.F) et assure ses membres de leur liberté d'opinion et de culte, mais ils ne pourront ostensiblement ni exprimer, ni exercer ces derniers au sein de l'association, sur le parcours ou dans les locaux mis à leur disposition.

L'association veille également au respect de l'étiquette en vigueur pour la pratique du golf ainsi qu'elle respecte les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité applicables.

Elle est affiliée à la Fédération Française de Golf, identifiée sous le n° 0965.

1 – DENOMINATION - OBJET – SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - 1 : dénomination

L'association a pour dénomination « **association sportive du GOLF DE CASTRES-GOURJADE** » fondée en 1992 dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901.

ARTICLE 1 – 2 : objet

L'association a pour objet de développer le goût du golf, notamment par la formation des jeunes, et permettre à ses membres de pratiquer le jeu de golf en qualité d'amateur.

L'association s'interdit toute activité à but lucratif, mais elle peut organiser des manifestations en lien direct avec son objet et à ce titre elle peut recevoir des participations financières et cotisation en contre partie des dépenses engagées.

ARTICLE 1 - 3 : siège

Le siège de l'association se situe au Domaine de Gourjade - Route de Roquecourbe - 81100 CASTRES. Il pourra être modifié par le conseil d'administration et ratifié par la plus proche assemblée générale ordinaire

ARTICLE 1 – 4 : durée

L'association est constituée pour une durée indéterminée. Elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire convoquée expressément sur cet objet.

2 - QUALITE ET CATEGORIE DES MEMBRES :

ARTICLE 2 – 1 :

L'association se compose de membres honoraires et de membres actifs qui ont accès aux installations générales mises à sa disposition.

ARTICLE 2 – 2 : membre honoraire

La qualité de membre honoraire est conférée par le conseil d'administration aux membres qui contribuent -ou ont contribué en leur temps - à la création de l'association ou à son amélioration, par un concours financier ou par des interventions personnelles.

ARTICLE 2 – 3 : membre actif

La qualité de membre actif est attachée aux conditions suivantes :

- Etre à jour de sa cotisation annuelle à l'association.
- Etre à jour de son abonnement annuel à la Régie.
- Etre licencié à la Fédération Française de Golf (F.F.G).

3 – ADMISSION - DEMISSION - DISCIPLINE :

ARTICLE 3 – 1 : *admission*

L'admission d'un membre est prononcée par le conseil d'administration. Elle est assujettie au paiement de la cotisation annuelle à l'association, à l'observation des présents statuts et au respect des droits et obligations édictés par les règlements intérieurs de la régie gestionnaire et de l'association.

ARTICLE 3 – 2 : *démission*

La démission d'un membre sera entérinée par le conseil d'administration de l'association sur le simple fait du non paiement total ou partiel de la cotisation annuelle due en début de l'exercice civil.

ARTICLE 3 – 3 : *sanction*

Après avoir épuisé toutes les voies de conciliation, dans l'esprit même de l'association, et en cas de nécessité absolue, le conseil d'administration peut être conduit à appliquer des sanctions disciplinaires à l'encontre de membres dans le cas de

- de non respect des statuts de l'association ou des règlements intérieurs de la régie et de l'association,
- manquement aux règles ou au respect de l'étiquette du jeux de golf, de faute grave contre l'honneur,
- d'incident provoqué avec d'autres membres de l'association.

Les sanctions prises pourront aller du simple avertissement verbal ou écrit, à la suspension temporaire jusqu'à la radiation définitive en fonction de gravité de l'évènement ayant justifié la sanction.

La sanction disciplinaire envisagée par le conseil doit être notifiée par écrit aux intéressés dans le délai de 8 jours francs à compter de la date de l'évènement ayant motivé son examen.

Le ou les membres sanctionnés pourront faire appel de la sanction par la présentation de leurs arguments de défense et être assistés de la personne de leur choix dans leur démarche d'appel dans les 8 jours de la notification de la sanction envisagée.

La décision disciplinaire sera notifiée par écrit, motivation à l'appui, au minimum dans le délai de 8 jours francs à compter de la confrontation entre le conseil et le ou les membres en cause.

Dans le cas de sanction pour manquement aux règles ou à l'étiquette du jeux de golf édictées par la Fédération Française de Golf, l'association pourra également proposer à cette dernière de diligenter une procédure disciplinaire à l'encontre du ou des licenciés concernés.

4 – ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION :

L'association est administrée par un conseil d'administration et d'un bureau. Elle se dotera d'une commission statutaire dite commission sportive dont le détail de la composition, l'objet ... figurent dans le règlement intérieur.

ARTICLE 4 – 1 : conseil d'administration

Eligibilité : Est éligible par l'assemblée générale au conseil tout membre actif ayant 2 ans d'ancienneté à l'association et âgé de 18 ans au moins au jour de l'élection.

Durée des mandats : Les administrateurs sont élus pour un mandat de 2 ans ; ils sont rééligibles

Composition : Le conseil d'administration est composé de 12 administrateurs. Le conseil doit refléter la composition de l'assemblée générale eu égard au droit d'égal accès aux instances dirigeantes des femmes et des hommes.

Modalité de vote - procurations: le scrutin est un scrutin uninominal à un tour et non un scrutin de liste.

Le vote pour l'élection des administrateurs au conseil a lieu à bulletin secret, chaque membre actif votant pouvant être porteur de 2 procurations.

Toutefois, sur proposition du président, et si aucun membre actif ne s'oppose à cette procédure, l'élection des administrateurs pourra être faite à main levée.

Au moment du vote et en cas d'égalité entre plusieurs candidats, les administrateurs seront élus en fonction de leur ancienneté dans l'association dans l'ordre du plus ancien au plus récent. En cas d'égalité, le plus âgé sera élu.

Démission – renouvellement : En cas de démission d'un ou plusieurs administrateurs au cours d'un exercice, le conseil pourra s'adjoindre un ou plusieurs membres provisoires choisis à l'unanimité des membres du conseil. Le conseil procédera à leur remplacement définitif lors de l'assemblée générale annuelle suivante dans les conditions des paragraphes ci-dessus.

Peut être considéré comme démissionnaire de fait, un administrateur qui serait absent sans motif légitime à trois réunions consécutives du conseil.

ARTICLE 4- 2 : le Bureau

Le conseil désignera en son sein un bureau élu à bulletin secret et pour 1 an rééligible composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier, d'un trésorier adjoint, d'un secrétaire et du président de la commission sportive. En cas d'égalité, le plus jeune administrateur sera élu.

ARTICLE 4-2-1 : Président

Il aura pour fonction l'animation de l'association, sa représentation dans les actes courants notamment ses relations avec les autorités locales, administratives et sportives.

Il sera le garant du respect des statuts et du règlement intérieur.

Pour ester en justice il devra obtenir l'autorisation expresse du conseil d'administration.

Il engagera les dépenses dans le strict intérêt de l'association en respectant les modalités contenues dans le règlement intérieur.

Il présidera le conseil d'administration et les assemblées.

ARTICLE 4-2-2 : Vice –Président

Il peut se substituer au président en cas d'absence prolongée de ce dernier ; pendant cette période il dispose des mêmes pouvoirs que lui.

ARTICLE 4-2-3 : Trésorier et trésorier adjoint

Il sera chargé de la tenue de la comptabilité de l'association selon la réglementation applicable aux associations régies par la loi de 1901.

Il procédera à tous encaissements autorisés par le conseil et règlements préalablement formellement approuvés par le président ou en son absence le vice-président.

Il présentera régulièrement au conseil et annuellement à l'assemblée générale les comptes de l'association.

Il procédera aux formalités administratives relevant de sa fonction, notamment les déclarations fiscales.

Le trésorier adjoint remplacera le trésorier absent et disposera alors des mêmes pouvoirs.

ARTICLE 4-2-4 ; Secrétaire

Il rédigera les convocations et les comptes-rendus des diverses instances de l'association

Il sera chargé de la tenue des registres prévus par la réglementation en vigueur.

Il aura la responsabilité des archives de l'association.

Il devra procéder aux formalités administratives prévues par les textes.

ARTICLE 4 -3 : attributions – pouvoirs

ARTICLE 4 -3 -1 du conseil d'administration

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer et animer l'association, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au bureau qui peut alors exécuter les décisions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration décide de la constitution de toute commission composée de membres actifs de l'association et désigne un administrateur qui siègera au sein de toute commission ainsi constituée sur un objet précis que le conseil aura préalablement déterminé.

Sur invitation, le directeur de la régie peut être invité à participer sans voix délibérative aux réunions du conseil.

Le conseil dispose du pouvoir d'autoriser le président à ester en justice.
Il adoptera l'ordre du jour de l'assemblée générale soumis par le bureau.

ARTICLE 4 -3 -2 du bureau

Le bureau a pour mission d'assurer la gestion quotidienne de l'association, et de mettre en œuvre les décisions du conseil d'administration devant lequel il rendra régulièrement compte de son activité.

ARTICLE 4-4 : réunions – quorum – procuration- vote

ARTICLE 4 -3 -1 du conseil d'administration

Le conseil se réunit au minimum cinq fois par an, chaque fois que le président le convoque ou que quatre administrateurs en font la demande.

La présence de la moitié au moins des administrateurs est indispensable pour la validation des délibérations prises.

Les décisions sont arrêtées à la majorité des voix des administrateurs présents, en cas d'égalité entre les voix exprimées, la voix du président est prépondérante.

Aucune délégation de pouvoir n'est acceptée ; seules les voix des administrateurs présents seront retenues au moment des délibérations qui seront constatées par des comptes rendus de séances archivés dans un registre des délibérations signées par le président et le secrétaire.

ARTICLE 4 -3 -2 du bureau

Le bureau se réunira autant que de besoin avec un minimum d'une réunion mensuelle sauf en juillet et août.

Aucune condition de quorum n'est exigée, le bureau limitant son action à la mise en œuvre des décisions du conseil et à la préparation des réunions de celui-ci.

ARTICLE 4-5 : gratuité des fonctions - remboursement de frais

Aucun administrateur ne peut recevoir de rétribution pour l'exercice de cette fonction, non plus qu'en qualité de membre du bureau.

Les frais engagés pour le compte de l'association par un administrateur - après avis formel préalable du conseil - pourront faire l'objet de remboursement sur présentation des justificatifs permettant leur comptabilisation.

Les contrats ou conventions passés entre l'association et un administrateur ou un membre de sa famille devront respecter les procédures d'autorisation fixées en la matière, conformément au décret du 9 avril 2002.

5 – ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 5-1 : assemblée générale ordinaire

ARTICLE 5—1-1 : composition – convocation – quorum – vote – registre des délibérations

Les membres d'honneur ne peuvent participer aux votes sauf s'ils ont par ailleurs la qualité de membre actif.

Tous les membres actifs peuvent participer avec voix délibérative.

Les membres actifs âgés de 16 à 18 ans devront présenter une autorisation parentale.

L'assemblée est convoquée au moins une fois par an dans le mois précédent la fin de l'exercice par le président ou à la demande du quart des membres de l'assemblée ou du conseil présents ou représentés.

Le quorum est fixé au quart des membres actifs. Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour à quinze jours minimum d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer quelque soit le nombre des membres actifs présents ou représentés.

Les convocations à l'assemblée générale doivent être notifiées quinze jours avant la date retenue, soit par lettre, soit par affichage dans les locaux dont l'association dispose ; dans les mêmes conditions, l'ordre du jour sera également affiché, ainsi que les comptes annuels accompagnés de toutes les explications susceptibles de les faire comprendre, seront également affichés les actes de candidatures soumis au vote de l'assemblée pour les élections des membres du conseil d'administration.

Seuls les sujets figurant sur la convocation pourront faire l'objet de débats et vote.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix celle du Président est prépondérante.

Les délibérations sont constatées par des procès verbaux numérotés portant les visas du président ou du secrétaire, et classés par ordre chronologique dans un registre affecté à cet effet.

Toute copie ou extrait de ces procès verbaux est signé avec visa de conformité par le président et le secrétaire.

ARTICLE 5-1-2 : pouvoirs

L'assemblée a pour mission de :

- entendre le rapport du président sur sa gestion,
- examiner et approuver les comptes de l'exercice proposés par le trésorier,
- donner quitus au président et au trésorier,
- procéder au renouvellement total ou partiel des administrateurs renouvelables ou à remplacer,
- délibérer sur les questions à l'ordre du jour.

- décider du montant de la cotisation et du budget prévisionnel
- fixer le siège de l'association
- se prononcer sur les acquisitions cessions ou aliénations de biens immobiliers et la conclusion de baux de toute nature

ARTICLE 5 – 2 : assemblée générale extraordinaire

ARTICLE 5 – 2-1 : composition – convocation – quorum – pouvoirs - vote – registre des délibérations

Sur proposition du président ou du tiers du conseil d'administration ou des membres actifs, les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale extraordinaire convoquée à cet effet par le président 15 jours avant la date de réunion. Cette convocation, accompagnée de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire, sera notifiée aux membres actifs par lettre et par voie d'affichage dans les locaux dont dispose l'association.

Seuls les sujets figurant sur la convocation pourront faire l'objet de débats et vote.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider la dissolution de l'association, désigner le ou les liquidateurs.

Pour valablement délibérer sur la modification des statuts, l'assemblée doit être composée d'un tiers des membres actifs présents sans possibilité de procuration. Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour à quinze jours minimum d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer quelque soit le nombre des membres actifs présents.

Dans ces deux cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres actifs présents.

Les délibérations sont constatées par des procès verbaux numérotés portant les visas du président ou du secrétaire, et classés par ordre chronologique dans un registre affecté à cet effet.

Toute copie ou extrait de ces procès verbaux est signé avec visa de conformité par le président et le secrétaire.

ARTICLE 5 – 2-2 : liquidation

En cas de nécessité impérieuse et justifiée, le conseil d'administration peut proposer la dissolution de l'association à l'assemblée générale extraordinaire qui sera spécialement convoquée à cet effet.

Les comptes de l'association seront arrêtés par un ou plusieurs commissaires aux comptes désignés par l'assemblée. Si le passif étant apuré, il subsiste un actif, ce dernier ne pourra être affecté qu'à des groupements sportifs à but non lucratif.

ARTICLE 6 : RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

L'exercice comptable de l'association correspond à l'année civile.

Les ressources proviennent :

- Des cotisations des membres.
- Des subventions de l'Etat ou des collectivités territoriales ou locales et de dons divers de la part de personnes physiques ou morales.
- Des recettes provenant de prestations servies par l'association,.
- Des intérêts, revenus de biens ou de valeurs de l'association.
- De toute autre ressource autorisée par la loi.

ARTICLE 7 : REGLEMENT INTERIEUR

Le conseil d'administration pourra rédiger un règlement intérieur pour fixer les modalités de fonctionnement de l'association autres que celles contenues dans les statuts.

Ce document devra être approuvé par la majorité simple de ses membres pour être mis en œuvre.

Toute modification devra recevoir une majorité de 2/3 de ses membres.

Fait à Castres, le.....

Règlement intérieur

Le présent règlement a pour objet de régir le fonctionnement courant de l'association sportive du golf de Castres Gourjade

Le Règlement intérieur précisera les commissions qui pourraient être constituées pour préparer les travaux du conseil ou de l'assemblée, et plus généralement la vie de l'association.

Commission sportive

Objet :

Elle prendra en charge le fonctionnement des différentes équipes du club engagées dans les différentes compétitions auquel le club participera tel que entraînements, déplacements. Elle pourra être saisie sur le déroulement des compétitions organisées sur le site de Gourjade dans des conditions à définir avec l'organisateur.

Fonctionnement

Présidence : elle sera assurée par un membre du conseil d'administration.

Capitanat : Chaque équipe aura un capitaine nommé par le conseil d'administration sur proposition du président de la commission sportive.

Le capitaine qui aura à s'assurer du bon déroulement de la compétition, des entraînements, ...

Il aura à créer au sein de l'équipe les conditions optimales pour dignement représenter le club. Il sera en lien avec le président, le président de la commission sportive et le trésorier pour utiliser le budget alloué par le club et rendre compte des frais engagés.

Compétiteur : Les règles en vigueur dans la pratique du golf devront être scrupuleusement respectées par les représentants du club de Castres-Gourjade.

Plus généralement, représentant le club, le compétiteur devra s'attacher à donner une image positive de l'association en toutes circonstances et en tous lieux. Tout manquement à cette règle pourra justifier son éviction de l'équipe prononcée par le président de la commission sportive.

Composition :

outre le représentant du conseil d'administration qui la présidera, elle comprendra :

- les capitaines de toutes les équipes
- 1 membre représentant les jeunes
- 1 membre représentant les dames
- 1 membre représentant les seniors
- 1 membre représentant les autres équipes.

Remboursement des frais engagés.

Le président présentera annuellement à l'assemblée générale -sur proposition du trésorier et du président de la commission sportive et accord du conseil

d'administration – le détail des frais que l'association remboursera aux compétiteurs représentants le club dans les différentes compétitions.

Ce barème sera affiché sur le support mis par la Régie à disposition de l'association sportive.

Les modalités de remboursement relève de la compétence du conseil statuant sur proposition du bureau.

Relations association – régie

Lors de 2 rencontres annuelles au moins entre les responsables de la régie et l'association seront traités tous les sujets permettant aux 2 structures d'améliorer les services rendus aux joueurs de golf pratiquant sur le site de Gourjade.

Les droits et obligations des parties seront consignés dans une convention qui sera régulièrement revue ; son contenu sera porté à la connaissance des membres de l'association.

Comptes

Chaque dépense fera l'objet d'un mandat portant les mentions suivantes :

L'objet de la dépense

Son montant

La réalité de son exécution portée par le membre concernée par elle, un capitaine d'équipe par exemple

Le visa du président en tant qu'ordonnateur

Le visa du trésorier dans sa fonction de payeur.

Seuls le trésorier et le trésorier-adjoint déposeront leur signature dans la ou les banques choisie(s) par le conseil d'administration de l'association.

Un projet de budget prévisionnel par année, tant en dépenses qu'en recettes, sera soumis par le bureau à l'accord du conseil au mois de décembre pour l'exécution budgétaire de l'exercice à venir.

Sans en faire une règle intangible, le bureau affectera les ressources de la façon suivante :

- le financement de l'équipe des jeunes dont les frais seront intégralement pris en charge par le club,
- les charges d'exploitation qui seront optimisés
- le solde répartis entre les équipes d'adultes et séniors.

En cas de déficit d'exploitation et si les fonds de réserve demeurent insuffisants pour faire face à ce déficit d'exploitation ou en cas de besoin de financement exceptionnel, l'association peut en assemblée générale extraordinaire décider l'appel à cotisation exceptionnelle. L'association peut avoir recours à l'emprunt pour un projet d'investissement précis dont l'objet et le financement seront soumis à l'accord de l'assemblée, après accord du conseil d'administration.